



Vue générale du bâtiment du Parlement d'Australie à Canberra le 15 juin 2023. [YOANN CAMBEFORT/AFP VIA GETTY IMAGES]

L'Australie organise un référendum sur 'la Voix'

Les politiciens sapent le gouvernement et la constitution de l'Australie.

- Callum Wood
- [29/08/2023](#)

Le Sénat australien a adopté en juin dernier un projet de loi ouvrant la voie à l'organisation d'un référendum national. En novembre ou décembre, tous les Australiens seront appelés à voter oui ou non à l'inclusion de « la Voix » dans la Constitution de l'Australie.

Le Parti travailliste de gauche du Premier ministre australien, Anthony Albanese, a fait de la Voix un élément clé de sa politique, en insistant fortement sur le référendum depuis les élections de l'année dernière.

Qu'est-ce que la Voix ? Personne ne le sait vraiment.

PT_FR

Selon le site web du gouvernement, « [l]a Voix serait un organe consultatif indépendant et permanent. Il conseillerait le Parlement et le gouvernement australiens sur les questions qui affectent la vie des Aborigènes et des insulaires du détroit de Torrès. »

Considérez ces questions sans réponse. Quel sera le pouvoir de cet « organe consultatif » ? Combien de membres comptera-t-il ? Comment les membres seront-ils élus par la communauté locale ? Quelle sera la durée de leur mandat ? Qu'entend-on par « questions qui affectent la vie des Aborigènes et des insulaires du détroit de Torrès » ? Comment l'organe se réunira-t-il et travaillera-t-il ? Comment l'organe interagira-t-il avec les autres branches du gouvernement ? Comment les ressources seront-elles allouées au groupe ?

Malgré ces inconnues, l'administration actuelle a l'intention de soumettre la question au vote le plus rapidement possible. Si elle y parvient, l'Australie risque de porter un coup fatal à son propre gouvernement.

D'un comité consultatif à un traité

Le gouvernement australien actuel se compose d'un Sénat et d'une Chambre. Alors que les travaillistes affirment que la Voix n'aurait qu'un rôle consultatif, il n'est pas difficile d'imaginer qu'elle devienne rapidement une troisième branche du

gouvernement, voire un gouvernement à part entière. Certains craignent qu'un comité consultatif inscrit à jamais dans la Constitution ne conduise rapidement à l'établissement d'un traité.

Le militant et avocat Michael Mansell a écrit pour *Special Broadcasting Service* :

[Un] traité permettrait de restituer des terres. Il devrait également permettre aux Aborigènes de participer à la répartition du pouvoir (peut-être par le biais de sièges désignés) et de partager les richesses de la nation (un pourcentage du [produit intérieur brut]).

En fonction de ce qui peut être négocié, un traité pourrait conférer aux communautés aborigènes discrètes des pouvoirs en matière de police locale (y compris le droit coutumier), de fiscalité locale, d'éducation, de santé, de logement, de travaux routiers, d'utilisation des terres et d'aménagement du territoire.

En effet, un traité serait une reconnaissance de la souveraineté autochtone.

Cette crainte n'est pas farfelue. Un éminent architecte et militant de la Voix, Thomas Mayo, a dévoilé ses projets dans une série de tweets datant de 2018.

Le 21 juin, le *Daily Mail* a publié un article soulignant la disparité entre les opinions de ceux qui créent la Voix et l'image douce que le gouvernement tente de présenter au public.

Mayo a expliqué qu'il avait l'intention de « sortir tous nos enfants des prisons et de les placer dans des centres d'accueil », ainsi que d'« intégrer nos lois et traditions, notre langue parlée, et le remboursement de nos salaires ». Il veut vider les prisons des délinquants aborigènes et établir la loi aborigène au lieu de la loi du peuple australien. Seul un traité pourrait y parvenir.

Il y a ensuite les réparations.

Il a poursuivi ses tweets en 2020, affirmant la nécessité de « réparations, la restitution des terres, l'abolition des institutions coloniales néfastes. »

Non seulement les Australiens verront leur pays cédé aux Aborigènes, mais les propriétaires devront peut-être payer les anciens Aborigènes pour avoir le droit de vivre dans leur propre maison.

Un deuxième gouvernement

La Voix est clairement destinée à agir comme un gouvernement racial distinct du gouvernement constitutionnel de l'Australie. Elle sera en mesure d'exercer son influence bien au-delà des questions limitées définies par le gouvernement de M. Albanese.

Le Premier ministre Albanese a affirmé que le gouvernement actuel ne serait nullement impacté. Lors d'une interview hésitante avec des journalistes sur le *Project*, M. Albanese a déclaré : « Il n'y a pas de droit de veto à cela. La structure du Parlement reste en place ; [elle] n'est pas affectée par tout cela. Et cela a été dit très clairement. »

Le premier ministre a également affirmé que « cela n'aura aucun impact » sur la vie des Australiens non autochtones. Il s'agit là aussi d'une affirmation fallacieuse, comme l'ont souligné Mayo et d'autres architectes de la Voix. Le procureur général Mark Dreyfus a énuméré cinq questions clés sur lesquelles la Voix se concentrera : la santé, l'emploi, l'éducation, le logement et la justice. En outre, le professeur Megan Davis, une autre des six membres du groupe de concepteurs de 'la Voix' a confirmé que celle-ci « pourra s'adresser à toutes les parties du gouvernement—y compris le cabinet, les ministres, les fonctionnaires et les bureaux et agences statutaires indépendants tels que la banque centrale, ainsi qu'à un large éventail d'autres agences... ».

Combinez cela avec les commentaires de Mayo sur un organe de décision agressif, et vous avez un gouvernement séparé dirigé par des membres non élus et inamovibles. Cela trahit le principe fondamental de l'égalité de traitement de tous les Australiens. En outre, il déchire le gouvernement lui-même en l'asservissant à un groupe non élu et basé sur la race.

Les autochtones ont déjà une voix

Une autre question qui devrait être posée avant le référendum est la suivante : « Qu'est-ce que les Aborigènes ont eu jusqu'à présent ? »

En 1967, l'Australie a organisé un référendum modifiant la Constitution afin d'autoriser le gouvernement à adopter des lois pour des races spécifiques. Cela a été considéré comme une mesure positive pour aider les communautés aborigènes. Cette modification a permis au gouvernement fédéral d'avoir le dernier mot avec les États qui étaient considérés comme n'aidant pas leurs électeurs aborigènes.

En 2009, le gouvernement travailliste a accepté la « Déclaration sur les droits des peuples autochtones » de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette déclaration s'engage notamment à « [r]econnaître la nécessité urgente de respecter et de promouvoir les droits inhérents des peuples autochtones qui découlent de leurs structures politiques, économiques et sociales et de leurs cultures, traditions spirituelles, histoires et philosophies, en particulier leurs droits à leurs terres, territoires et ressources ». Ni le gouvernement libéral ni le gouvernement travailliste n'ont annulé cette déclaration dans les années qui

ont suivi.

En outre, les Aborigènes ont la même voix que tous les Australiens. Tous les Australiens ont des représentants au niveau de l'État, même les quelque 2 pour cent d'Aborigènes. Tous les griefs peuvent être adressés aux conseillers locaux et aux décideurs politiques. Tous les citoyens australiens ont le même gouvernement. La plupart des Aborigènes vivent et travaillent dans les mêmes environnements urbains que leurs concitoyens australiens. Ils vivent dans des maisons convenables. Ils ont un emploi et une famille.

Cela ne veut pas dire que les Aborigènes ne souffrent pas. Ceux qui vivent dans des communautés isolées en souffrent. Mais les désavantages ne sont pas toujours liés à la race. Nombre d'entre eux découlent de problèmes socio-économiques. Les communautés isolées ont tendance à être plus soudées et à avoir un niveau de vie moins élevé. Nombre d'entre elles n'ont pas reçu d'éducation et pratiquent à des degrés divers leur culture traditionnelle. En conséquence, ces communautés sont en proie à la maladie, à l'alcoolisme et aux abus domestiques et sexuels. Le tribalisme est une cause majeure de troubles. Les différentes tribus et clans s'affrontent à coups de lances et d'arcs. Par exemple, en 2020, 300 habitants de la commune d'Aurukun ont fui des vendettas tribales. Ce sont ces personnes qui ont le plus besoin d'aide, et non la grande majorité des habitants des villes australiennes.

La Constitution peut conduire—et a conduit—à la création de lois conçues pour bénéficier à ces personnes désavantagées par leur propre culture non civilisée. Au-delà de cette législation, tout Aborigène a le droit de faire pression pour obtenir davantage de changements par l'intermédiaire du gouvernement ou de groupes d'activistes.

La Voix prétend ne vouloir aider que la minorité des Aborigènes défavorisés. C'est pourtant ce que fait le gouvernement depuis des décennies. Ce qui intéresse vraiment la Voix, c'est d'imposer à l'Australie des politiques qui visent non pas les 2 pour cent, mais les 98 pour cent. Payer un loyer aux aînés aborigènes. Confier le contrôle du gouvernement aux anciens aborigènes. Payer des réparations aux aînés aborigènes. Rendre la souveraineté aux anciens aborigènes.

La voix de la raison

Il ne s'agit pas d'un comité consultatif faible qui restera à l'écart. Dans une vidéo datant de 2021, Mayo a déclaré que les hommes politiques seraient punis s'ils ne se conformaient pas aux suggestions formulées par la Voix. Cela ressemble-t-il à un comité consultatif ou à un gouvernement fantôme ?

Il en va de même pour tous ceux qui osent s'opposer à la Voix. La question de l'influence autochtone a été politisée à l'extrême. Elle est détournée par le politiquement correct et la diabolisation des gauchistes à un point tel qu'il est impossible de faire appel à la simple logique.

Mais il y a une voix que nous devrions écouter, la voix de la raison.

En 2008, le premier ministre de l'époque, Kevin Rudd, a présenté ses excuses aux Aborigènes au nom de tous les Australiens. L'*Associated Press* a rapporté que « des Aborigènes vêtus de peinture corporelle blanche ont dansé et chanté des chansons traditionnelles devant le Parlement national australien [...] lors d'une cérémonie historique dont beaucoup espéraient qu'elle marquerait une nouvelle ère dans les relations interraciales dans le pays » (11 février 2008). Le rapport décrit ensuite l'acceptation par Kevin Rudd d'un bâton de bienvenue aborigène de la part de Mme Matilda House, une activiste aborigène locale : « 'Un bienvenu au pays reconnaît notre peuple et rend hommage à nos ancêtres, les esprits qui ont créé ces terres', a déclaré Mme House, qui a traversé le sol en marbre de la salle pieds nus et drapée d'une cape en peau de kangourou pour prononcer son discours. »

Comme l'a écrit à l'époque le chroniqueur de la *Trompette* Ron Fraser, « C'est un non-sens païen éhonté. » Qu'en est-il de nos pères fondateurs ? Qu'en est-il de la *Commonwealth* britannique ? Qu'en est-il de la vérité selon laquelle un pays barbare a été sorti des profondeurs du paganisme et a bénéficié de la santé, de l'éducation, des opportunités et de la civilisation ?

Faut-il vraiment revenir au droit et aux coutumes tribales ? Ont-elles fonctionné à l'époque pré-britannique ? Ou ont-elles maintenu les gens dans un état de dépravation morale et physique, enlisés dans la violence, le paganisme et le cannibalisme ? Est-il vraiment « d'extrême droite » de prétendre que les valeurs judéo-chrétiennes et une constitution basée sur celle de nos ancêtres britanniques ne convenaient pas à ce grand pays du Sud ? La Voix aidera-t-elle les membres des communautés tribales ou affaiblira-t-elle et érodera-t-elle davantage la Constitution qui tient ensemble les lois australiennes ?

La voix de la raison dit « non ».

L'Australie a perdu sa guerre contre la drogue. Les prix des loyers ont atteint des niveaux apocalyptiques. Les taux d'intérêt augmentent sans cesse. L'économie s'enfonce dans la récession. L'Australie s'enfonce de plus en plus dans la dette. La nation manque de préparation militaire. Elle est handicapée par des dirigeants puérils qui ne font rien d'autre que de se plier aux intérêts étrangers tandis que la nation glisse vers une faillite religieuse et morale.

L'Australie a prouvé qu'elle ne sait pas résoudre ses propres problèmes. Elle doit s'éveiller à la voix de la raison et, plus important encore, à la voix de Dieu. Si nous devons présenter des excuses, que ce soit à Lui pour avoir péché contre Sa loi et oublié Son rôle vital dans la fondation et la bénédiction de notre nation. Si nous devons avoir un nouveau comité consultatif, qu'Il le préside avec Ses lois catégoriques sur la façon d'être heureux, de prospérer, de vaincre et de réussir en tant que nation ou en tant qu'individu. La Bible a les réponses. Qu'on soit un Blanc ou un Noir, les lois s'appliquent.

Tant que nous ne nous réveillerons pas à cette réalité, nous verrons les choses continuer à empirer. Dieu seul a les solutions aux crises auxquelles le monde est confronté aujourd'hui. C'est pourtant cette vérité que beaucoup qualifieront de fantaisiste, de ridicule ou d'extrême.

Demandez un exemplaire gratuit de notre livre [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#), et vous verrez par vous-même les principes donnés par Dieu qui unifieront un peuple et une nation comme un seul homme.